

Marine.

MM.

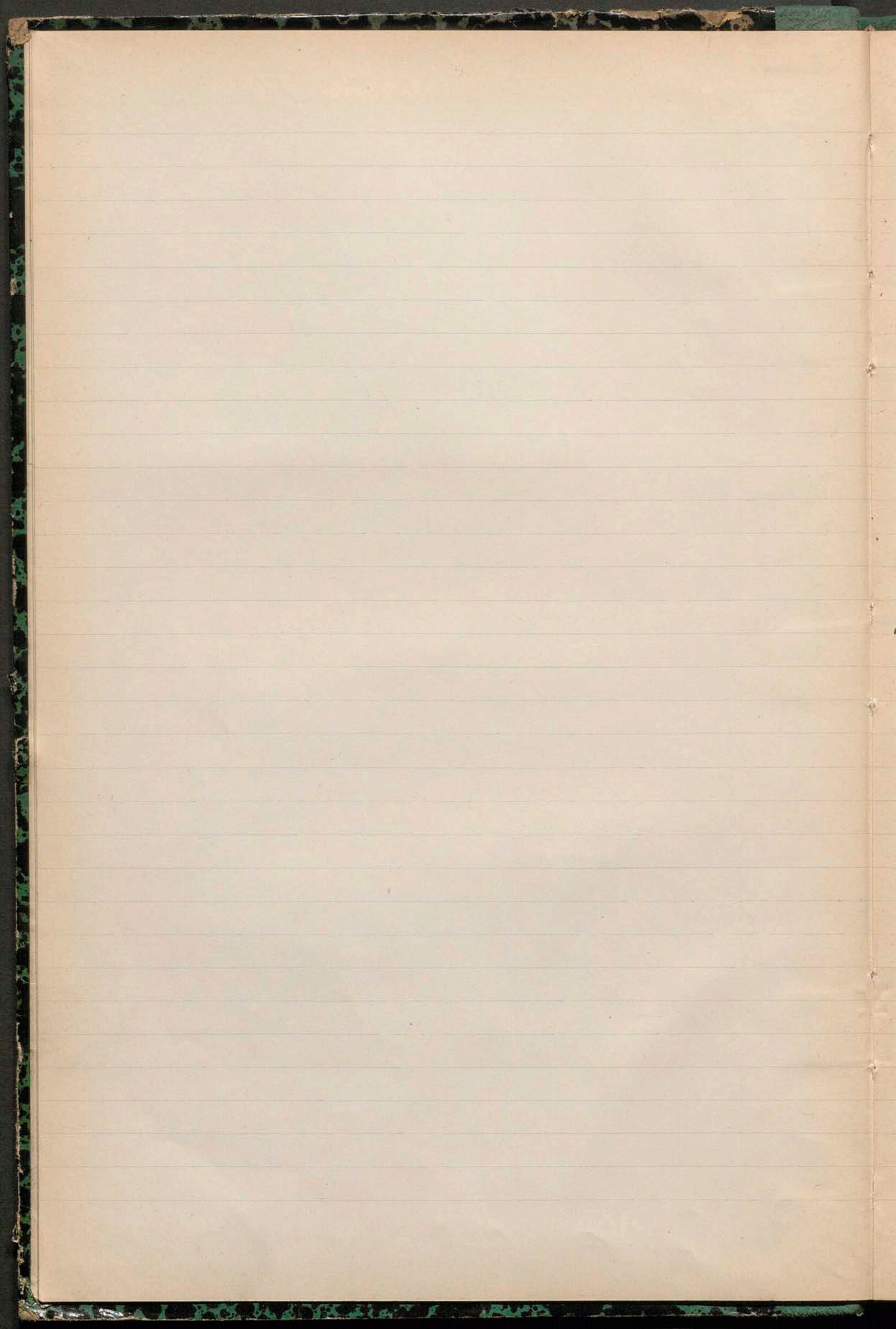
*Seint*  
*Seint*  
*Vice P<sup>t</sup>*  
ALBERT MAHIEU.  
BERGEON.  
BETOULLE.  
COMTE DE BLOIS.  
BLUYSEN.  
BRINDEAU.  
CHAUMET (Charles).  
CUTTOLI.  
DUPLANTIER.  
DUROUX.  
EMILE MAGNIEN.  
EMILE SARI.  
FARJON.  
FENOUX.  
FLAISSIÈRES.  
FORTIN.  
GIORDAN.  
HENNESSY (James).

MM.

HÉRY.  
DE KERGUÉZEC. *P<sup>t</sup>*  
LAMY.  
LANCIEN.  
DE LAVRIGNAIS.  
LE HARS.  
LEMARIÉ.  
LÉMEY.  
LE TROADEC.  
MULAC.  
PAMS (Jules).  
PERRÉAU.  
DE POMEREU.  
RIO.  
RIOTTEAU. *Vice P<sup>t</sup>*  
ROULAND.  
SERVAIN.  
TISSIER.

1925







1

Séance du 9 février 1923.



Présidence de M. Riottreau Président d'âge

Présents: M. M. Riottreau, de Blois, de Kerguezec, Nery, Bergeon, Penau, Lissier, Lancelin, de Hars, Servant, Lemaire, Ténoux, de Larrognais, Farjon, Durou, Magnien, Chaumet.

Election du bureau définitif

Sont élus par acclamations.

Président: M. de Kerguezec

Vice-Présidents: M. M. Riottreau et Ténoux

Secrétaires: M. M. Bergeon et de Blois.

M. Riottreau Président d'âge cède le fauteuil à M. de Kerguezec.

M. de Kerguezec

Je vous remercie, Messieurs, de la nouvelle marque de confiance que vous avez bien voulu me donner. J'en suis infiniment touché et je m'efforcerai de répondre par mes actes à la sympathie que vous m'avez témoignée.

La tâche de la Commission de la Marine sera lourde cette année. Nous aurons tout d'abord à nous prononcer sur le programme naval: le Gouvernement a déposé son projet. J'estime pour ma part que ce programme est insuffisant nous avons eu même examiné souvent la situation de notre marine, nous avons touché du doigt les dangers que nous faisons courir l'insuffisance de nos unités tant au point de vue du nombre que de l'armement. Nous aurons à prendre nos responsabilités et à faire tout notre possible pour que le pays soit en état de se défendre. Nous aurons aussi à étudier le statut naval.

On parle dans la presse d'une nouvelle conférence



2  
de désarmement. Vous savez dans quelles conditions nous  
sommes allés à Washington : la question avait été  
à peine étudiée : nos plénipotentiaires n'avaient pas  
de dossier, nous nous y sommes présentés dans un  
état d'impréparation absolue. Les Etats-Unis et  
l'Angleterre tenaient contre nous des conversations  
secrètes et nous mettaient toujours en présence de  
décisions prises et devant lesquelles, sous peine de  
rupture nous n'avions qu'à nous incliner. Il ne  
faut à aucun prix que pareille situation se renouvelle  
c'est l'un des points les plus graves de l'avenir.  
La France n'est pas impérialiste, elle ne veut pas  
de conquêtes : elle ne réclame qu'une chose : la  
liberté des mers pour tout le monde. Si une nouvelle  
conférence se réunit, il faut que nous ayons un  
programme et que nous ne nous retrouvions plus  
seuls ~~en face de~~ <sup>en face de</sup> l'Amérique et l'Angleterre unies contre  
nous pour réclamer en leur faveur, l'hégémonie des  
mers et le désarmement des autres nations. Nous  
avons en 1914 prévenu le Gouvernement. fort heureu-  
sement nous avons pu rompre une partie des liens  
dont on essayait de nous enserrer et nous avons  
obtenu la liberté en ce qui concerne les unités légères  
et les sous-marins : nous avons pu empêcher la  
ratification des résolutions Root.

J'ignore ce que prépare exactement les Etats-Unis  
et l'Angleterre mais cette fois le Gouvernement ne  
doit pas se laisser prendre à leurs manœuvres. Le  
Gouvernement devra en discuter avec nous. Nous  
étudierons la question auparavant et nous serons  
maître au Gouvernement notre volonté : si cela  
est nécessaire nous devrions porter la question  
devant le Sénat et nous serons suivis.



À tout prix il nous faut préserver nos flottes sous-marines et nos flottes aériennes. ou la liberté des mers pour tout le monde et le désarmement général ou nous ne nous prêtons à aucune conversation. C'est l'idée que j'ai exprimée dans une interview qui m'avait été demandée par des journalistes américains. M. Bryan s'était rangé à mon opinion et soutenait en Amérique les mêmes idées que moi. Vous venez de renouveler le mandat de votre bureau vous pouvez être assuré que celui-ci n'en usera que pour le plus grand bien de notre marine (appl.)

M. Ferroux

donne lecture d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés portant modification aux articles 22 et 37 de la loi du 10 juin 1896 modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> août 1920. (Accession au grade de quartermaitre.)

Le rapport est adopté

M. Fayon

donne lecture d'un rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés rendant applicable aux ingénieurs d'artillerie navale recrutés en 1922, 1923, 1924 et dans les concours ultérieurs, les mesures spéciales édictées par la loi du 30 décembre 1921, en faveur des ingénieurs d'artillerie navale recrutés en 1919, 1920 et 1921.

Le rapport est adopté

M. Fayon

donne également lecture d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés modifiant les lois des 7 novembre 1909, 21 avril 1914 et 18 avril 1917 relatives au corps des ingénieurs d'artillerie navale

Le rapport est adopté



4

M. le Président

Je ne veux pas que cette séance soit close sans  
adresser nos remerciements à notre doyen M. Riottet  
nous lui demandons de continuer à l'être pendant  
de nombreuses années (Appl.)

La séance est levée

Le Président



Séance du Vendredi 27 Mars 1928

Présidence de M. de Kerquezec

Présents M. M. de Kerquezec, Rioteau, Le Hars, Lemery, Fayon, Fénoux, Fortin, Chaumet, Rio de Laigneau.

M. Fayon est désigné comme rapporteur de deux projets de loi relatifs au statut des ingénieurs d'artillerie navale.

Budget de 1928. (Marine)

M. Lemery

La Commission a bien voulu me charger d'étudier le budget de 1928. Une première constatation s'impose ce budget n'apporte aucune innovation, aucune idée réformatrice: son total s'élève à 1.38 millions il est un peu plus élevé que celui de 1926.

Deux observations se présentent ensuite: Quelle marine de guerre pourrions nous avoir avec un pareil budget et peut-on l'aménager autrement qu'il ne l'est.

Vous savez qu'on a consacré des sommes relativement considérables à modifier de vieilles unités qui d'ici quelques années seront absolument sans valeur. Ce fut là un gaspillage formidable. Les programmes divers qu'on nous présente constituent un énorme recul sur le statut naval de 1912 et sont loin d'atteindre les tonnages que nous sommes autorisés à posséder d'après les accords de Washington. En 1932 notre flotte sera encore à l'état d'embryon. Tout cela par suite du faible chiffre des crédits alloués aux constructions neuves.



6

Nous devons donc exiger qu'on comprime sérieusement les dépenses d'utilité secondaires (certaines ont même d'une utilité complète) pour consacrer notre effort aux constructions neuves et à l'armement.

Le budget nous est d'ailleurs présenté de telle manière qu'il est difficile pour nous d'y voir clair. Je voudrais pour ma part qu'il nous fût présenté en sections très nettes. Je vois en effet que sur un budget de 1.336 millions les dépenses d'entretien de la flotte sont de 300 millions et celles des établissements industriels de la marine de 600 millions soit 900 millions consacrés aux dépenses d'entretien et à nos arsenaux. Cet état de choses exige une réforme profonde de toute l'organisation de la Marine et faut concentrer toutes nos dépenses sur la construction de navires de guerre indispensables à la défense du pays.

Ces dix examinateurs les économies réalisées par notre Com des finances et qui sont pour la plupart contestables

Les abattements sont de deux sortes

a) 48.603.190 fr sur les travaux neufs et l'aéronautique

b) 11.613.387 fr sur les dépenses d'entretien

Les abattements proposés sur les travaux neufs et l'aéronautique correspondent à des retards de l'exécution des travaux confiés à l'industrie. Les retards sont regrettables mais les réductions de crédit sont justifiées puisque les sommes ne pourraient être utilisées.

Il n'en est pas de même pour les réductions relatives aux dépenses d'entretien : il paraît d'ailleurs que la Com des finances a accepté



le relèvement de certains crédits

Sur le chapitre 1<sup>er</sup> la C<sup>m</sup> des finances a réduit  
 9600 fr. et inadmissible : les bureaux de l'Etat-  
 major sont accablés de besogne et suffisent diffi-  
 cilement à leur tâche malgré le dévouement des  
 officiers. Il faut fournir à notre Etat-major général  
 les éléments qui lui sont nécessaires

Sur le chap. 4 la C<sup>m</sup> des finances a opéré une réduction  
 de 10000 fr. (communications téléphoniques) et fait  
 au contraire développer l'usage du téléphone. Les  
 10000 fr. doivent être rétablis

Sur le chap. 7 la C<sup>m</sup> des finances a opéré une réduction  
 de 27000 fr. sur les frais de tirage des cartes. Ce n'est  
 pas une économie, au contraire. La qualité des  
 cartes laisse de plus en plus à désirer, le commerce  
 en a d'ailleurs besoin. Crédit à rétablir

Sur les chap. 11, 17, 18. réduction de trois millions  
 pour incomplets dans les effectifs et déficit des  
 quartiers maintes et brèves.

Ceci indique la faiblesse des engagements  
 volontaires sur lesquels on comptait et en faveur  
 desquels le département avait fait de gros sacrifices  
 par l'institution de primes importantes.

Pour l'année 1928 on comptait sur une  
 moyenne mensuelle de 578 engagements. Or pour  
 les 6 derniers mois, la moyenne n'a été que de 421

C'est là un état de fait que nous ne pouvons  
 que constater en estimant qu'il est profondément  
 regrettable

M. le Président

Cela tient à la mauvaise organisation du service  
 de propagande

M. Chaumet

Il existe au ministère un esprit déplorable.  
 L'indigne maritime fait un effort considérable



Nous voulions organiser des écoles pratiques, multiplier les conférences : un des officiers du ministère auquel nous nous sommes adressés nous a répondu que cela ne l'intéressait pas, il faudrait que nous trouvions dans la Marine un esprit de collaboration. Je demande à la Commission d'insister pour que le Ministère utilise le concours de la Ligue maritime.

M. Le Hars

Les commandants de recrutement s'opposent à toute propagande faite en faveur de la Marine.

M. Chaumet

C'est exact. Nous voulions organiser une sorte de préparation militaire maritime : on nous a répondu qu'au bureau de recrutement on n'en tiendrait aucun compte.

M. Linnery

La <sup>com</sup>mission des finances a aussi opéré des réductions sur les traitements de table : il vaudrait mieux réduire les crédits des arsenaux que les traitements des officiers navigants.

Sur le chapitre 13 Gendarmerie maritime la <sup>com</sup>mission des finances a suggéré la fusion de la gendarmerie maritime et de la gendarmerie militaire.

Cette fusion ne donnerait satisfaction ni à la Marine militaire, ni à la marine marchande qui ont besoin toutes deux d'un personnel étroitement spécialisé, connaissant bien le caractère des marins et sachant les traiter avec quelque ménagement. Les gendarmes maritimes ont beaucoup d'autorité dans les ports de commerce : c'est d'anciens marins ils savent comment il faut agir vis-à-vis des inscrits.

M. le Président

La gendarmerie maritime est combattue



par ses propres chefs, car ils trouvent que le nombre des haut-grades y est trop peu nombreux. Il faut maintenir un corps spécial de gendarmes maritime.

M. Lémery.

Sur le chapitre 18 le Ministère avait demandé un crédit de 500000 fr. pour donner des draps, de linge aux quartiers-maitres et marins rengagés. C'était un vœu général correspondant à un vrai besoin pour attirer les recrutements dans les zones de l'intérieur. Cette solution présentait en outre un grand intérêt au point de vue moral en relevant la situation relative des quartiers-maitres et rengagés.

Il faudrait rétablir dans cet article les 300000 fr. abattus par la C<sup>m</sup> sénatoriale : ce sont là de mauvaises économies.

Sur le chap 19 la C<sup>m</sup> des finances a réduit le crédit pour automobiles. Encore là, mauvaise économie il ne s'agit pas de priver les chefs de moyens rapides de communication, il vaudrait mieux diminuer le nombre des chefs.

Sur le chapitre 46 recherches scientifiques, signales combien le crédit est minime 1.300000 fr. Cette somme ne correspond pas à l'importance que doit prendre le service des recherches scientifiques dans une marine moderne.

Enfin au chapitre 47 il est bien regrettable d'avoir constaté que la Marine ne pourra en 1929 utiliser les crédits qu'elle avait demandés pour la construction des réservoirs à combustible liquide qui vont lui faire cruellement défaut. A la fin de 1929 nous ne disposerons encore que de 15000 tonnes de réservoirs alors que l'Italie en a 32000 et que la C<sup>de</sup> Bretagne dans le seul casier



précédent <sup>en a construit</sup> 300000 tonnes.

Elles ont les observations que j'avais à présenter sur les réductions opérées par le <sup>Min</sup> des finances. Ce sont de véritables économies de bouts de chandelle et j'interviendrai au sein pour faire rétablir ces crédits si le Ministre ne l'a pas obtenu.

Les vraies économies à faire consistent dans de grandes réformes en tête desquelles je pose celle des arsenaux. Je compte d'ailleurs entretenir le Sénat de cette dernière question à propos justement du budget de la Marine.

M. le P<sup>r</sup>

Vous vous remercier de votre travail. M. Brindeau et M. Perreau étaient chargés d'étudier le budget de la Marine marchande.

M. Brindeau

Je présenterai mes observations lors de la prochaine réunion.

M. Linnery

Sur le budget de la Marine marchande il est important que je voudrais vous signaler. Il paraîtrait qu'en exécution du plan Dawes, on s'aurait l'intention de comprendre des prestations en nature la construction par l'Allemagne de quatre paquebots, l'industrie française est en proie de cela. J'estime pour ma part que les prestations de l'Allemagne doivent être des prestations en matières et non des prestations en salaires.

M. Riv

Deux de ces paquebots auxquels vous faites allusion ont été en effet armés par moi en Allemagne. Vous savez que la France a un besoin urgent de paquebots. Le Parlement m'a refusé les crédits nécessaires. Devrions nous priver le pays de deux unités indispensables. C'est alors qu'on a songé à les prendre sur les ~~autres~~ réparations en nature.



M. Lemeray

C'est une question que nous discuterons lorsque  
viendra devant le Sénat le rapport de M. Henry  
Benjamin sur l'office des prestations en nature

M. Farjon.

Il me semble qu'à l'occasion de la discussion du  
budget de la marine de guerre on pourrait deman-  
der au gouvernement certaines explications sur  
la future conférence de désarmement maritime  
dont il est question dans les journaux

M. le Président

J'amènerai le Ministre à nous faire des  
déclarations, je réunis d'ailleurs un dossier sur  
la question.

La séance est levée

Le Président



## Leane du Mardi 21 Mars 1923

Présidence de M. de Kerqueré.

Présents M. M. de Hars, Brindeau, Penan, Sari, Rio  
Brotteaux, Fayon, Lamy, Chaumet, Leroan, Hainiers  
de Pomereu, Tenoux, Tissier.

### Budget de la Marine marchande.

M. Penan

Le budget de la Marine marchande appelle en ce qui concerne le personnel quelques observations. Les dépenses de l'administration centrale sont trop élevées : les fonctionnaires sont assez nombreux pour qu'on n'ait pas besoin de rémunérer des travaux supplémentaires. En outre il existe certains abus : on donne aux fonctionnaires en plus de leurs traitements normaux des indemnités de fonction absolument abusives.

En ce qui concerne l'insubordination maritime on a supprimé des quartiers cela eût dû amener une conséquence amener la suppression d'un certain nombre de fonctionnaires. Il y a en outre dans toute l'administration de la marine marchande une complication insupportable. Autrefois il y avait une direction des pêches, les affaires lui étaient envoyées directement, aujourd'hui il faut plus de deux ans pour qu'une affaire reçoive solution.

Si dans certains compartiments il y a pléthore de personnel, dans d'autres au contraire il y a pénurie. Le personnel de l'inspection par exemple est insuffisant.

Les encouragements à la pêche de l'économie n'ont pas donné ce qu'on en espérait : on réduit



les crédits de 200 000 fr. ce n'est pas une initiative heureuse.

Je signale également que les crédits des chapitres 45 pour les phares et baliseurs sont tout à fait insuffisants, les baliseurs ne peuvent même plus faire leurs fournitures régulières. Nous demanderons le rétablissement du crédit voté par la Chambre.

M. Rio

M. Perreau

Il est incontestable qu'on liarde la dessus.

J'ai vu le directeur des phares, il m'a dit ne plus pouvoir étaler, nous avons un personnel admirable nos côtes sont les mieux éclairées et signalées du monde, mais encore faut-il que le personnel soit assez nombreux pour assurer le service.

On ne trouve plus de marins pour les baliseurs, la solde est trop basse comparée aux salaires des marins du commerce.

M. Rio

Nous sommes en retard au point de vue des phares hertziens qui permettent de naviguer par temps de brume.

M. Perreau

On paye des taxes pour les chemins vicinaux pour les automobiles, ne pourrait-on faire mettre des taxes sur l'assurance ou les polices d'assurance qui, en somme, bénéficient de ces mesures de sécurité: la taxe aurait l'affectation spéciale du service des phares.

M. Brindeau

Dans son rapport M. Roustan fait allusion à l'œuvre de la C<sup>omm</sup> entraparlamentaire de la Marine marchande.

Cette C<sup>omm</sup> dont j'ai l'honneur de faire partie a examiné sous toutes ses faces la question du développement de notre marine marchande. En ce qui concerne la construction, nous avons délibéré pendant près de dix huit mois, finalement.



nous avons abouti à des résolutions qui s'orientent vers l'attribution de primes à la construction.

En ce qui concerne le crédit maritime la question est complexe : nous avions songé tout d'abord à créer un véritable établissement de crédit maritime contrôlé par l'Etat. Le Ministre des finances a opposé à cette solution une résistance obstinée. M. Lœu Meyer a déposé un projet de loi. On constituerait un organisme qui aurait pour but de donner aux armateurs certaines facilités en leur garantissant une ristourne sur les emprunts qu'ils contracteraient. Le point le plus délicat est de trouver les ressources qui alimenteraient cette caisse : on a songé à une taxe sur les marchandises importées. A première vue, cette taxe paraît ~~raisonnable~~ assez justifiée mais à la réflexion on peut se demander si elle ne surchargerait pas trop le prix de la marchandise et si elle ne ferait pas double emploi avec les taxes déjà perçues par les chambres de commerce. Peut-être pourrait-on ajouter aux droits de douane un droit minime qui serait une sorte de prolongation du droit de protection. M. Labrousse a été chargé d'établir un nouveau projet sur lequel nous allons être appelés à délibérer.

Une autre question s'est posée devant les <sup>nos</sup> entre-parlementaires celle de l'application du loi de 8 heures à la Marine marchande. Vous vous souvenez que M. Boivin-Champeaux avait à ce sujet déposé une demande d'interpellation. M. le P.<sup>r</sup> du Conseil avait sollicité du Sénat l'ajournement de la discussion. Si nous avions maintenant l'interpellation le Sénat nous eût suivi, en revanche la Chambre aurait suivi



le Gouvernement. Nous avons estimé qu'au lieu de créer un conflit entre les deux assemblées, il valait mieux chercher une transaction. Cette transaction peut consister justement dans l'institution de ce crédit maritime dont j'étais tout à l'heure et qui aurait pu être considérée comme une compensation de la loi de 8 heures. Il aurait versé à l'armement annuellement une somme de 20 millions.

Que cette solution puisse satisfaire des critiques je n'en disconviens pas, mais je crois cependant que c'est la solution la plus sage.

M. Piotteau

Je crois que sur ce point il serait bon d'entendre les armateurs. La loi de huit heures est pour les armateurs français une lourde charge nous sommes le seul pays à l'appliquer: ni l'Amérique, ni le Japon, ni l'Angleterre ne l'ont adoptée.

M. Rio

M. Lion Meyer va faire paraître demain un nouveau décret à ce sujet attendons son apparition, nous verrons après si nous devons interpellé. Le Gouvernement a promis une compensation aux armateurs, nous verrons s'il tiendra sa promesse.

M. Brindeau

J'ai eu le devoir de signaler cette question à la Commission. J'en reviens au budget. Le crédit du chapitre 46 (entretien et amélioration des ports) est seulement de 20 millions: si on marche à cette cadence les travaux envisagés seront terminés dans 50 ans. Nous pourrions diminuer le crédit de 1000 fr afin que la Chambre après un



relèvement.

Sur le chapitre 43 (phares et balises) la réduction opérée par la Commission des finances est inadmissible. Il s'agit là de sécurité maritime. Quelle responsabilité nous aurions si un accident venait à se produire cette année sur notre littoral par suite de défaut d'éclairage.

Je sais ce qu'on peut me répondre. On veut dit-on par cette réduction éviter l'adhésion à entreprendre de la voie du système anglais et à demander à la navigation une contribution pour l'entretien et l'amélioration du service des phares et balises. La situation de l'Angleterre et celle de la France ne sont nullement identiques.

En Angleterre diverses organisations perçoivent des taxes pour l'éclairage du littoral, mais, en outre chacun des ports anglais étant libre de sa gestion, frappe la navigation d'un droit distinct et supplémentaire pour son balisage propre et pour l'éclairage de ses aînés. Vous voyez la complication d'un tel système.

L'unité de notre service d'éclairage, qui est le premier du monde, fait sa force. Gardons-nous de toucher à cette unité.

Notez que la taxe dont il est question s'appliquerait à tous les navires français et étrangers : les étrangers la supporteraient plus facilement que nous, car toutes les marines étrangères sont protégées. Il ne faut donc toucher qu'avec la plus grande circonspection aux conditions d'exploitation



de notre marine marchande. Je ne demande si vraiment il est opportun, dans la situation de notre marine de commerce de copier le système anglais.

M. Fayon On parle aussi de mettre une taxe sur les assurances. Dans ce cas les C<sup>es</sup> augmenteraient leurs primes: le résultat serait le même pour l'armement.

M. Le Hars Je signale à la C<sup>mm</sup> la situation de nos petits ports de pêche. Actuellement les bateaux pontés de 40 ou 50 tonneaux ne peuvent y ancrer: il serait indispensable si nous voulons conserver des inscrits navigant vraiment que nos petits ports fussent améliorés: il faudrait par exemple, qu'un port comme Camaret pût recevoir des bateaux de 40 à 50 tonneaux qui en vont faire la pêche jusqu'au Maroc.

M. Fayon La C<sup>mm</sup> des finances a supprimé un crédit de 50000 fr destiné à doter un concours de moteurs pour bateaux de pêche, il faudrait le rétablir.

M. Riv Vous avez raison c'est une hérésie

M. Le Hars. Dans un autre ordre d'idées je me propose de demander l'inscription de la taxe sur le chiffre d'affaire pour les bateaux de pêche n'excédant pas 25 tonneaux.

M. Riv Je voudrais signaler à la C<sup>mm</sup> un passage du rapport de M. Roustan. Celui-ci dit à la page 43 "ajoutez que le S<sup>g</sup>at d'Etat à la Marine marchande n'hésitait pas à dépenser 176 389 fr pour envoyer au Japon d'octobre 1923 à juin 1924 un officier avec mission d'y vendre éventuellement du matériel de



" constructeurs navales qui en définitive, a été  
 " cédé en pleine, en France à nos chantiers de cons-  
 " tructeurs. On voit ainsi avec quelle légèreté,  
 " certains services de la Marine marchande ont  
 " dépensé les crédits que le Parlement met à leur  
 " disposition malgré les difficultés de notre trésorerie.

Les faits sont exacts mais présentés ainsi  
 ils prennent un caractère qu'ils n'ont pas.

En octobre 1923 on était au lendemain de la  
 catastrophe qui a ravagé le Japon. On a décidé  
 l'envoi au Japon d'un officier qui offrait  
 aux constructeurs japonais du matériel au  
 point de facture. Les autorités japonaises ont  
 été très touchées de cette démarche et la mission  
 de l'officier était plutôt une manifestation  
 morale qu'une mission commerciale. Voilà  
 les faits présentés sous leur véritable jour.

M. le PT

Il sera tenu compte de toutes ces observa-  
 tions lors du budget de la ~~Marine~~ Marine  
 marchande et ceux de nos collègues qui  
 voudront bien présenter des demandes de  
 relèvement de crédit seront appuyés par  
 la C<sup>omm</sup> de la Marine.

M. Lissin

Je n'étais pas à la dernière séance lorsqu'il  
 a été parlé du budget de la marine de guerre.  
 Je voudrais demander un relèvement de 20000  
 au chap. 5. Il s'agit des archives de la Marine.  
 Celles-ci sont dans une situation telle  
 qu'il n'y a plus moyen de les consulter.  
 M. Poincaré étant P<sup>re</sup> du Conseil a demandé  
 un document : on n'a pu le lui retrouver.  
 Les archives sont entassées dans les sous-sol.



elles y moisissent et s'effritent peu à peu  
Je demanderai à titre indicatif un relèvement de crédit de 20000. J'espère que le <sup>me</sup> voudra bien s'associer à ma demande  
Il n'y a qu'en France où les archives se trouvent dans un pareil état.

M. le Président Votre observation est très juste. La <sup>com</sup> des Finances ne se doute pas de l'état des locaux du ministère de la Marine. Il faut que les services puissent travailler ds des conditions normales. Il faut que la <sup>com</sup> des Finances comprenne cela.

M. Lissier Nous n'avons même pas un historique de la dernière guerre.

M. le Président L'Ecole de guerre qui travaille avec l'état-major a besoin de ces archives. Vous avez parfaitement raison: nous saurons voter votre amendement.

M. le Président J'ai été informé que M. le Ministre de la Marine demanderait au Parlement de voter la mise en chantier d'un certain nombre d'unités reliquat de la dernière tranche du programme naval et cela avant que le Parlement ne se sépare pour Pâques. C'est toujours la même procédure on nous saisi au dernier moment. Pour ma part je fais toute réserve. En tous cas je demanderai à la <sup>com</sup> de ne se prononcer qu'après avoir étudié très soigneusement le projet. (Assentiment)  
La séance est levée

Le Président



## Séance du Jeudi 2 Avril 1925

Présidence de M. de Kerquevec.

Présents, M. M. Le Hars, Brindeau, Bergeon, Teyssie, Duplantier, Humery, Chammet, Flaminio, Bouteau de Blois, Lemery.

M. le Président

Je vous ai entretenu à la dernière séance des intentions de M. le Ministre de la Marine au sujet du programme naval. La solution est à ses yeux si urgente qu'il demande à être entendu dès maintenant par la Commission bien que le projet ne soit pas encore voté par la Chambre. Il vous demandera de statuer pour ainsi dire par avance. Si la Com n'y voit pas d'objection je vais prier M. le Ministre d'entrer (assentiment)

### Audition de M. Dumesnil Ministre de la Marine

M. Dumesnil Minis-  
tre de la Marine

J'ai demandé, Messieurs, à être entendu par vous pour que nous puissions nous mettre d'accord sur un projet que j'ai l'intention de demander à la Chambre de voter d'urgence et d'apporter aussitôt devant le Sénat.

Vous n'ignorez pas que l'autre Assemblée est toujours saisie de la seconde tranche du programme naval. Sur cette seconde tranche, la loi du 12 avril 1924 nous avait autorisés à mettre en chantier 2 croiseurs de 1000 tonnes, 6 torpilleurs et 2 sous-marins, il reste toujours sur cette deuxième tranche à construire 4 croiseurs de 1500 tonnes, 18 torpilleurs, 2 sous-marins de croisière 28 sous-marins de 1<sup>re</sup> classe,



6 sous-marins mouilleurs de mine, 2 mouilleurs de mine de surface, 4 pétroliers, 1 ravitailleur de sous-marins, 1 transport d'aviation.

M. le Com Grandmaison a déposé son rapport sur le reliquat de la deuxième tranche. La Commission des finances de la Chambre a donné un avis favorable mais il me paraît difficile qu'un programme de cette importance soit adapté sans une large discussion dans les deux assemblées. Cette discussion est d'ailleurs souhaitable et il est bon qu'on parle publiquement au détail des choses de la Marine. Mais tout cela ne peut être fait rapidement.

Je'ai besoin pour donner du travail à nos arsenaux d'obtenir l'autorisation, avant le départ des Chambres de mettre en chantier un certain nombre d'unités, les cales vont être vides, or c'est une économie de temps et d'argent lorsque les mises en chantier peuvent se succéder sans interruption. Si je n'obtiens pas le vote du projet avant l'ajournement des Chambres, j'aurai un trou dans la série de mes constructions.

Aussi vais-je demander à la Chambre de distraire de la seconde tranche du programme naval les unités dont la mise en chantier était prévue pour 1922 soit un croiseur léger, 3 sous-torpilleurs, 2 torpilleurs, 7 sous-marins de 1<sup>re</sup> classe 2 sous-marins mouilleurs de mines 1 mouilleur de mines de surface, 1 transport d'aviation.

Il faut en effet que dès juillet, je puisse mettre en chantier un croiseur à Brest, il faut que mes services aient le temps de préparer les plans.



C'est pourquoi je me permets de solliciter de vous un vote aussi hâtif et l'emploi d'une procédure rapide. Je me suis efforcé comme vous le verrez de faire la tranche de 1928 aussi importante que possible. La démarche que je fais auprès de vous je la ferai également auprès de la <sup>com</sup> des finances. J'espère que vous voudrez bien m'appuyer.

M. Fayon.

Je crois que votre proposition est sage. Même en se hâtant les deux Assemblées ne pourraient voter d'ici la prorogation des Chambres la seconde tranche du programme naval. Comme vous le disiez il faut qu'à cette occasion un grand débat s'instaure sur la Marine. D'autre part il y a intérêt à ne pas interrompre le rythme normal des mises en chantier.

M. Plaisnières

De quelle espèce sont les unités à mettre en chantier sont-ce des unités de défense des côtes ou des unités d'attaque en haute mer?

M. le Ministre

Ce sont des unités légères qui font partie de la seconde tranche du programme naval, Or cette seconde tranche est elle-même bien d'attente de la loi prévue par le statut naval des navires. Quand je dis statut naval des navires, j'entends que chaque arme ou matériel doit avoir son statut: je déposerais un statut pour chacune c.à.d pour les navires, pour l'aéronautique, pour les combustibles, pour l'aménagement des ports. La Conférence de Washington a fixé à 125000 tonnes la flotte de capital ships mais pour les unités légères et les sous-marins nous avons conservé toute liberté. J'ai pour le moment fixé à 360 000 tonnes l'importance de notre



flotte légère de surface, et à 96 000 tonnes celle des sous-marins. Puis voyez que nous sommes encore loin de compte. Les lois en 18 novembre 1922, du 30 juin 1923 et du 12 avril 1924 ne m'ont donné que 84 900 tonnes de navires légers et 20 000 tonnes de sous-marins c'est à dire le quart ou le cinquième de ce que prévoit l'état naval. Voilà pourquoi je vous supplie de ne pas arrêter la continuation du programme naval. Il nous faut envisager chaque année la mise en chantier de 40 000 tonnes, cela n'est pas supérieur aux annuités de remplacement d'une flotte constituée comme le permettra l'état naval. Si nous continuons à ce rythme en 25, 26, 27, 28 et milieu 29 nous aurons en 1932: 188 000 tonnes de navires légers, 48 500 tonnes de sous-marins. Nous ne pouvons vraiment avoir moins.

Pour 1928 j'ai porté l'importance des mises en chantier de 40 000 à 57 000 tonnes.

Le croiseur de 10 000 tonnes sera armé de canons de 203 et sa protection contre les torpilles se trouvera singulièrement améliorée. Sa vitesse sera de 31 nœuds: celle des croiseurs précédents était de 33 nœuds, mais nous avons préféré sacrifier un ou deux nœuds de vitesse pour réaliser une protection efficace.

Sur ces 57 000 tonnes 32 000 iront aux arsenaux, 24 500 aux chantiers privés.

M. le Président

L'année dernière, M. le Ministre, votre prédécesseur nous avait mis dans une situation semblable il nous avait demandé de voter d'urgence une partie de la seconde tranche du programme naval.



L'état <sup>mar.</sup> avait des ouvertures de destins à présenter comme elle en a aujourd'hui. Nous n'avons pu le faire : ce fut pour nous un sacrifice. Vous nous demandez aujourd'hui de le renouveler, vous comprendrez combien la situation de laquelle vous nous placez est pénible.

Vous connaissez comme nous la gravité du problème. Ce problème nous l'avons étudié à fond, nous avons dressé le programme naval tel que nous le concevions. Sur un certain nombre de points, il diffère de celui que votre prédécesseur et vous avez envisagé. Lorsque M. Rauberger est venu ici nous lui avons dit combien son programme était incomplet. Il l'a reconnu, mais nous a objecté l'état des finances de la France. Il a même été plus loin et m'a dit : "voyez le Président du Conseil, c'était alors M. Poincaré, exposez lui votre point de vue et tâchez de l'amener à partager votre opinion."

Nous avions tous dans les oreilles les déclarations que nous avait faites le chef d'état-major il nous avait dit que si une guerre éclatait demain, il ne pourrait mobiliser plus du tiers de notre flotte il ajoutait que si dans un nouveau conflit nous avions l'Italie contre nous, il ne garantirait pas de pouvoir assurer les transports de troupes entre l'Algérie et la France par la Méditerranée. Aussi envisageait-il la possibilité de transporter les troupes de l'Afrique du Nord par l'Océan. Je vis M. le P. du Conseil, je lui avais fait remettre auparavant le dossier, il reconnut la justesse de nos demandes



et promet d'y faire donner satisfaction. La dessus survint la crise des changes elle emporta le projet.

Le <sup>mon</sup> a une doctrine, qu'elle a travaillée, mûrie, cette doctrine lui tient à cœur et aujourd'hui il vous conte d'autant plus de vous accorder sans débat ce que vous nous demandez que notre intention était justement à l'occasion de la 2<sup>e</sup> branche du programme naval, de livrer bataille sur l'insuffisance de ce programme et de dire au Sénat quel est le véritable état de notre marine.

Vous avez reconnu vous-même qu'un grand débat était nécessaire, il faut qu'il ait lieu dès la rentrée, il faut que vous en preniez l'engagement formel: à cette condition, mais à cette condition seulement nous ne vous opposerons pas à ce que vous recevrez satisfaction, mais je vous en supplie que ce soit la dernière fois qu'on vous saisisse aussi à l'improviste de demandes fragmentaires.

M. le Ministre. Je suis, en principe, tellement d'accord avec vous sur la nécessité d'augmenter le nombre de nos unités que je demande pour cette année la mise en chantier de 87000 tonnes au lieu de 40000.

M. Lervain. Donnera-t-on des constructions à l'arsenal de Rochefort.

M. le Ministre. Non. Mon intention est de supprimer Rochefort en tant qu'arsenal et d'en faire un établissement hors des ports. J'ai élaboré un projet en ce sens, il est en ce moment



soumis au contre-seing de M le Ministre des finances. Les seules unités dont la construction sera confiée à Rochefort seront des unités de servitude, des remorqueurs, des chalands. Rochefort fabriquera aussi du matériel, des mines qui sont actuellement fabriqués en totalité par l'industrie privée.

Le projet que j'ai ~~présenté~~ <sup>présenté</sup> ne maintient que deux arsenaux Brest et Toulon deux points d'appui Cherbourg et Bizerte un établissement chargé des constructions neuves Lorient. Rochefort deviendra comme Guernsey, Indret, Puella une usine de la marine faisant des mines, des accumulateurs, celui confierai les ferres métalliques du grand hall des torpilles de Toulon.

Je vous indique en passant que depuis le 1<sup>er</sup> Janvier j'ai fait appliquer ds tous nos arsenaux établissements et usines la comptabilité industrielle : nous connaissons ainsi nos prix de revient.

M. Lémery

Ceci est une question distincte du programme naval. Avant que les transformations que vous envisagez ne soient opérées il faudra qu'un grand débat la aussi soit institué.

Pour moi je demanderai au Sénat la suppression de tous ces établissements parasites qui ruinent le budget de la Marine au détriment des constructions neuves.

M. le Ministre

Je veux comme vous économiser les deniers de l'Etat mais je ne veux pas à ce livre pieds et poings liés à l'industrie privée ni être obligé



M. Farjon

de passer par ces enigmes.

En fait le jeune vous nous avez dit que vous voulez donner un croiseur qui va être mis en chantier une protection meilleure, d'un devis de quels éléments obtiendrez-vous cela.

M. le Ministre

Aux devis d'aucun élément, simplement par des cloisons remplies de charbon. Sans la vitesse sera de 32 nœuds elle pourra atteindre 33 en coup de fouet. Une protection contre les bombes d'aviation est également prévue.

M. Farjon

Y a-t-il une protection contre les gaz ? avez-vous prévu le lancement d'aviation ?

M. le Ministre

Les chaudières sont protégées contre l'envahissement des gaz. En ce qui concerne le lancement d'aviation on étudie un système de catapulte.

M. Farjon

Quel sera l'armement

M. le Ministre

8 canons de 203 en quatre tourelles doubles  
8 canons de 77, 8 de 57, 12 mitrailleuses et des tubes lance-torpilles.

M. Farjon

Les torpilleuses ?

M. le Ministre

Ils seront supérieurs aux torpilleuses italiens.

M. Farjon

Le mouilleur de mine ?

M. le Ministre

Il sera de 8000 tonnes, il aura une vitesse de 30 nœuds il pourra au besoin servir de transport rapide pour les troupes.

M. Farjon

Quels sont les crédits prévus.

M. le Ministre

Pour cette année, ils seront seulement de 37 millions, mais les années suivantes ils seront plus élevés : en 1926 il faudra 100 millions. Dans les crédits que je demande il y a 5000000.



pour l'amélioration du service technique  
c'est l'annexion d'une dépense de 4 millions  
que j'estime nécessaire. Je voudrais que  
les membres de la Commission de la Marine viennent  
au ministère constater de quelle manière travaillent  
le service technique, dans des locaux sans  
air sans lumière : il est presque impossible  
de vivre là dedans

M. le Président. Ce n'est pas seulement votre service technique  
c'est tout votre ministère qu'il faut reorganiser  
matériellement, il vous faudrait même  
grouper vos services, procéder à une  
installation industrielle. Si vous  
faîtes cela vous aurez rendu un service  
considérable à la Marine

M. Chammel. Ce que vous venez de dire là du Ministère  
de la Marine, M. le Président, est vrai de  
tous les ministères

M. Demersey. Le Sénat est resté longtemps sans avoir  
de séance, pourquoi n'avez-vous pas fait  
voter il y a deux mois le projet par la Chambre  
vous auriez eu le temps de l'examiner

M. le Ministre. J'ai déposé le projet en séance, jus-  
qu'à ces jours derniers je n'ai pu obtenir  
sa mise à l'ordre du jour.

M. le Ministre se retire

M. Lénier. Le grand débat sur la marine que l'on vous  
promet d'instituer au mois de Mai n'aura  
aucun intérêt si le projet est voté. On nous  
engage ainsi peu à peu et nous aurons voté  
la seconde branche du programme naval par



petits morceaux sans avoir eu la possibilité de nous expliquer d'une manière complète sur la politique navale du pays, sur les transformations que doit subir notre organisation maritime, sur le meilleur aménagement des crédits. Tout cela se tient. On va nous demander des sommes fort élevées pour la construction d'unités, il faut d'abord que nous examinions si ces unités sont utiles si leurs caractéristiques correspondent bien au service qu'on leur demandera. En outre nous tenons la un moyen d'obliger le Ministre à réaliser des économies et notamment à supprimer ces arsenaux qu'on a créés uniquement ds un but électoral. Pour moi je voudrais que nous desirions au Ministre nous ne voterons le projet que si vous nous apportez la réforme des arsenaux et de votre administration. La question est à étudier ? répondra-t-il sûrement. Le ministre en possède tous les éléments, d'ici fin mai il peut se décider et alors nous voterons a la fois toute la seconde branche du programme naval et les projets de réforme. Si nous votons aujourd'hui les quelques unités qui nous ont été demandées adieu toute réforme ! Voilà mon sentiment.

Les observations de notre collègue Lemeray sont judicieuses et dans leur principe je les accepte. Mais si nous ne votons pas les mises en chantier qui nous ont été réclamées aujourd'hui le Ministre nous l'a dit c'est l'arrêt des travaux, les cales vont être libres, pourvus - nous les laisser inoccupées et ne pas utiliser des ouvriers que nous servons

M. Fayon.



obligés de payer à ne rien faire ou peu de chose.

Le Ministre voudrait passer ses commandes dès le 15 avril pour que les premiers travaux pussent commencer dès le mois de juin.

L'ort en regrettant qu'on nous oblige à voter par petits morceaux un programme sur lequel il faudrait jeter une vue d'ensemble je ne crois pas que nous pourrions refuser ce qu'on nous demande.

M. Pléssier

Le Ministre nous a dit qu'il avait absolument besoin de ces mises en chantiers pour assurer la continuité du travail tant dans les arsenaux que dans les chantiers privés fournisseurs de la Marine. Je crois en outre que notre Marine n'est pas dans une situation si brillante qu'il soit indifférent de l'augmenter d'un certain nombre d'unités destinées surtout à défendre nos côtes contre une agression possible. Je voterai donc le projet mais j'insiste pour que le R<sup>un</sup> faisant état des observations de M. Lemaire se fasse l'écho des protestations de la C<sup>un</sup> qui ne veut plus être saisie au dernier moment de projets fragmentaires.

M. Hennessy

Au fond le Ministre est de notre avis. Comme notre Président, comme nous tous il desire ardemment avoir une grande marine. Malheureusement il se heurte aux C<sup>un</sup> des finances.

M. le Comte de Blois

Nous sommes placés dans cette alternative : ou avoir rien ou peu de chose. Il vaut mieux avoir peu que rien. Voter le projet mais dès l'entrée engager le grand débat sur la marine. Débat que pour ma part, je considère comme absolument nécessaire.



M. de Lavigueur a tout en m'associant aux critiques portées par M. Lemaire sur les conditions desquelles nous sommes saisis, j'estime qu'il n'est pas indifférent d'accroître le plus rapidement possible le nombre de nos unités.

La Commission adopte décide d'adopter le projet dont M. le Ministre veut s'occuper l'économie. M. Fayon est désigné comme Rapporteur. Il déposera un rapport favorable dès que le projet aura été voté par la Chambre.

M. le P<sup>r</sup>

Il est bien entendu que de ce rapport figureront les réserves formulées par M. Lemaire  
(Assentiment)

La séance est levée

Le Président



## Séance du Mercredi 10 Juin

Présidence de M. de Burgeese  
 Présents M. M. Fayon. Martin Binachon  
 Hery, Bergeon, Le Hars, Brindeau, Lemery  
 Fenoux, Rivolleau, de Laviguais, Honnery  
 Magnier.

### Affaires diverses.

M. le P.<sup>t</sup> Permettez-moi, Messieurs, de saluer notre  
 nouveau collègue M. Martin-Binachon  
 qui nous apportera l'aide de son expérience dans  
 les affaires de marine.

La C<sup>m</sup> a également appris qu'un deuil  
 cruel avait frappé notre collègue M. Lannier.  
 Je me suis permis aussitôt l'interprète de  
 la C<sup>m</sup> en lui adressant l'assurance de notre  
 sympathie.

### Réparations en nature.

M. le P.<sup>t</sup>

A la suite des observations de M. Lemery  
 j'ai demandé que nous fut renvoyé pour avis  
 le projet de loi relatif à la création d'un office  
 des réparations en nature. Le Sénat en a décidé  
 ainsi. Il faudrait désigner un R<sup>m</sup>

M. Lemery est désigné comme rapporteur

### Programme naval

M. le P.<sup>t</sup>

Depuis notre dernière réunion où M. Dumasnil  
 nous avait demandé de rapporter rapidement  
 et de faire voter par le Sénat un projet de loi  
 autorisant la mise en chantier d'un certain



nombre d'unités, le Ministère Herriot est tombé avant d'avoir pu faire voter ce projet.

Le nouveau Gouvernement s'est repris, s'est voté par la Chambre à sa dernière séance d'Avril et déposé au Sénat le soir même.

Les Chambres s'ajournaient quelques instants après le projet n'a pu être voté. Mais ici un incident s'est produit.

Le projet voté par la Chambre portait comme intitulé : projet portant ouverture de crédits sur l'exercice 1928 pour l'entretien des unités constituant le reliquat de la deuxième tranche du programme naval.

L'autorisant des mots : "portant ouverture de crédits" la C<sup>mm</sup> des finances s'est fait renvoyer le projet au fond.

Dès que j'ai été averti de cela, j'ai écrit au Président du Sénat pour protester. Une question de cette nature doit être renvoyée au fond à la C<sup>mm</sup> de la Marine, commission technique seule qualifiée pour déterminer le nombre et les caractéristiques des navires à mettre en chantier : la C<sup>mm</sup> des finances n'a qu'à donner un avis sur les crédits nécessaires : elle nous prouve ou ne prouve pas accorder les sommes demandées.

M. le Président du Sénat m'a répondu en paraissant me donner raison. Dès la reprise des séances, j'ai été convoqué à la réunion des Présidents, la discussion fut à peu près. M. Millies-Lacroix sortit quelquefois de la modération. Enfin il a été décidé qu'il y aurait deux rapports sur le fond et que



Ce <sup>comité</sup> des finances ne prendait de décision qu'après que nous aurions statué.

Notre droit est donc reconnu.

M. le Ministre de la Marine a demandé à être entendu : nous finirons tout à l'heure la date de son audition.

Je vais donner la parole à M. Fayon qui va nous indiquer de quel sens il compte établir son rapport.

M. Fayon.

~~Le projet~~ Le projet a été voté par la Chambre le 24 Avril. Il comporte 1 croiseur de 10000 tonnes type Duquesne et Courville amélioré. Les torpilleurs (3 contre torpilleurs et 4 torpilleurs) sont du même type que les unités déjà en chantier de même que les 7 sous-marins de 1<sup>re</sup> classe de 1300 tonnes.

Il prévoit aussi 2 sous-marins mouilleurs de mine, 1 mouilleur de mines de surface et un transport d'aviation.

Ce projet ne nous satisfait pas complètement, je trouve notamment insuffisants le nombre (7) des sous-marins. Je sais bien que nous nous hâterons en face d'une limitation de crédits, mais nous devons examiner si nous ne pourrions aménager aucun autre.

Une question se pose aussi. Pourquoi n'a-t-on pas envisagé la construction d'un ravitailleur de sous-marins alors qu'on prévoit un transport d'aviation. Le ravitailleur de sous-marins est indispensable à la défense de nos colonies. Nous pouvons avoir à défendre une colonie lointaine comme l'Indo-Chine. Nous ne pourrions le



faire qu'en y envoyant des sous-marins, ~~les~~  
 ceux-ci devraient être envoyés par une sorte  
 de mer gigogne qui leur servirait d'atelier de  
 réparations pendant le voyage et de base en  
 quelque sorte quand ils seraient sur le théâtre  
 des opérations. A cela on nous répond que les  
 sous-marins de 500 tonnes ont un grand  
 rayon d'action mais cette objection ne nous  
 satisfait point. Nous avons insisté pour  
 l'adjonction de cette unité. Ici nous nous  
 sommes heurtés à une difficulté. Le service techni-  
 que des constructions navales est sur charge  
 de besogne. Pour étudier un pareil type de navire  
 il demande un an. C'est inadmissible. Il se  
 passe en ce moment en Extrême-Orient des  
 événements graves. Leur développement  
 pourrait d'ici quelques années nous amener  
 à avoir à défendre l'Indo-Chine nous ne  
 pouvons élever puis au dépouvoir.

Peut être, pour rester ds la limite des crédits  
 pourrait on supprimer deux torpilleurs et les  
 remplacer par ce cavitailler de sous-marins  
 Mais cela obligerait le projet à retourner  
 devant les Chambres il faudrait que les deux  
 assemblées se mettent d'accord avant les vacances  
 Il y a ds le projet une partie qui pour  
 ma part je considère comme extrêmement  
 importante c'est l'aménagement du service  
 technique. M. le P.<sup>t</sup> et moi sommes allés  
 lui visiter ce service. On y travaille dans  
 des conditions d'hygiène lamentables, on y  
 manque de jour et d'air. On ne peut le laisser  
 en cet état. Le Ministre demande à utiliser



un terrain qui se trouve à côté du bassin des caïnes et à y faire construire des bureaux, industriellement organisés. Cela est indispensable si nous voulons augmenter le rendement de ce service.

M. Lemeray

S'il ne s'agissait pour nous que de discuter les unités de la petite tranche qui nous est demandée, j'en aurais pas d'objection grave à présenter. Mais nos collègues voudront bien se rappeler comment la question se pose pour le <sup>com</sup> de la Marine. Il faut que celle-ci obtienne un débat public nous avons des choses à dire que l'opinion publique doit connaître. Au moment de la discussion du budget on nous a empêché de parler car il fallait aller vite; on nous avait promis d'instituer un grand débat au mois de mai, le Ministère est tombé il n'en a plus été question.

Or la situation est trop grave pour que nous puissions continuer à garder le silence. Il faut qu'on sache ce qui se passe rue Royale. Depuis la guerre nous avons dépensé 1.900 millions aucune unité nouvelle n'est encore en service. Le Ministère de la Marine n'est plus un ministère de défense nationale, c'est une usine qui entretient des ouvriers sans jamais rien produire. Les officiers de la Rue Royale ne semblent pas comprendre un plus que la conception de la guerre maritime a changé. Ils en ont restés à la navigation à voile, au temps où l'on mettait les navires en ligne en face l'un de l'autre. Ils se tiraient des coups jusqu'à ce que l'un des deux soit coulé.

C'est maintenant une méthode de guerre impossible pour nous. Nous n'avons qu'un



but à chercher. Garantir nos communications  
 et gêner celles de l'ennemi. Il faut que l'état-  
 major général nous dise quelles sont les unités  
 propres à remplir ce rôle, les mieux aptes à  
 gêner l'ennemi. Or l'état major n'a sur ce  
 point aucune idée personnelle, il se contente  
 d'imiter ce qui se fait ailleurs : c'est le moyen  
 d'être toujours en retard sur les autres.

Il faut poser au Ministère la question d'une  
 façon très nette. Quelle conception se fait-il  
 de la guerre navale moderne, et de quelles  
 unités a-t-il besoin ?

Des unités il en faudra beaucoup et de toute  
 sorte. C'est pourquoi nous n'avons pas le droit  
 de gaspiller l'argent : il faut instaurer une  
 politique d'économies. On réalise des économies  
 sur la flotte navigante ? Impossible. Sur les  
 constructions neuves ? Ce serait un crime.

Il y a les arsenaux et c'est sur eux qu'il  
 faut opérer des coupes sombres. Je continuerai  
 sur ce point l'effort que j'ai commencé,  
 il devra aboutir si vous me soutenez.  
 Tout va mal ds la Marine : l'état major  
 n'existe plus, il est sous l'autorité du cabinet  
 militaire, c'est inadmissible : on paye les  
 ouvriers des arsenaux sans leur donner de  
 travail. Partout c'est le gâchis et le désordre  
 il faut que cela cesse. Et je ne m'arrêterai que  
 lorsque j'aurai obtenu des réformes. (Appl)

M. Lussier

L'intervention de M. Lemaire va écourter  
 la séance. Je suis d'accord avec lui en  
 ce qui concerne le désordre qui existe au  
 Ministère de la Marine, il n'y a ni doctrine



M Lénery

ni suite de les acceptations.

Notre Président était arrivé à obtenir la création d'une direction de la guerre sous marine, on l'a déclinée et on la combat soigneusement.

M. Lénery

Lorsque le Ministre viendra il faudra qu'il s'explique nettement.

En ce qui concerne les arsenaux je ne puis suivre M. Lénery, et notamment sur Rochefort. Rochefort doit être conservé c'est notre seul arsenal qui soit à l'abri des attaques d'avant de nos ennemis possibles.

M. Martin Binachon

J'appuie complètement les observations de M. Lénery. Je vous signale que si le service technique ne fonctionne pas bien, c'est parce qu'il est mal installé, mais aussi parce que tous les ingénieurs quittent le service de l'état pour aller des chantiers privés. Pour ils trouvent des avantages matériels autrement importants.

M. le P<sup>t</sup>

M. Tarpin et moi avons été hier visiter le service technique. M. Tarpin vous a dit l'état lamentable de son installation matérielle je n'y considérerai pas.

Le Directeur nous a montré la liste des études qu'on lui avait demandées, elle est fort longue ou nous a montré les plans du nouveau croiseur. J'en formule deux observations. La première a trait aux conditions d'habitabilité. Alors que les chantiers privés ont dans des torpilleurs destinés à la Russie trouvé le moyen de donner des couchettes à tout l'équipage chez nous on en est encore au vieux hamac.

La seconde portait sur le voisinage des arbus-



tibles et des explosifs. Nos services n'ont rien appris depuis la guerre. Les critiques formulées par M. Lemery sont indulgentes. Nous ne devons pas laisser passer ce projet sans mettre le pays et la Marine elle-même en face de la situation.

M. Fayon  
M. Le Bars

Nous sommes tous d'accord sur ce point. Ne pourrait-on faire étudier les types d'unité à la fois par le service technique et par l'industrie privée. Celle-ci a souvent trouvé des solutions heureuses.

M. Lemery

Vous avez raison on devrait instituer des concours.

M. Fayon

Le grand débat que nous souhaitons devra éclairer l'opinion publique. La France est dans une mauvaise situation maritime. Supposons que les allemands, les italiens et les espagnols fassent bloc contre nous dans le Méditerranée pour quelle serait notre position. En 1925 la France aurait 9 cuirassés, 3 croiseurs rapides, 8 croiseurs légers, 7 sous-marins torpilleurs, 55 torpilleurs, et 3 sous-marins.

Le bloc ennemi mettrait en ligne 9 cuirassés, 3 croiseurs rapides, 19 croiseurs légers, 9 sous-marins torpilleurs, 65 torpilleurs, 530 sous-marins. En 1928 la France aurait 9 cuirassés, 0 croiseurs rapides, 10 croiseurs légers, 10 sous-marins torpilleurs, 50 torpilleurs, 620 sous-marins.

Le bloc ennemi mettrait en ligne 4 cuirassés, 2 croiseurs, 22 croiseurs légers, 21 sous-marins torpilleurs, 82 torpilleurs et 670 sous-marins. En 1932 la France aurait 5 cuirassés de peu de valeur, 9 croiseurs légers, 21 sous-marins torpilleurs.



50  
~~Les~~ torpilleurs et 60 s/marins.

Le bloc ennemi aurait 10 cuirassés ou croiseurs allemands cuirassés 22 croiseurs légers 26 contre-torpilleurs, 78 torpilleurs, 66 sous-marins avec ces unités nous avons nos colonnes à défendre et pourqu'on un ravitailleur de sous-marins, un transport d'aviation et des mouilleurs de mines sont indispensables.

M. Hennessy Comme ravitailleur de s/marins on pourrait utiliser un paquebot. Si vous faites construire le ravitailleur par la Marine il ne manquera jamais.

M. Lissier Le but de notre politique navale doit être de maintenir nos communications. Pour cela il faut surtout des torpilleurs et des sous-marins.

M. Taignon C'est certain mais comme nos ennemis auront aussi des torpilleurs et des sous-marins, il faut avoir des unités plus puissantes qui luttent contre eux et les écartent de nos navires.

M. Hennessy M. Taignon vous a présenté tout à l'heure un bloc d'ennemis impressionnant. Il faut cependant nous dire une chose: nous ne pouvons être mal avec tout le monde à la fois.

Pourquoi n'enviagerions nous pas une alliance avec l'Allemagne: les événements en Merne nous fournissent une occasion propice. Pour transporter nos troupes d'Afrique en France l'Espagne serait la route la plus courte et la plus sûre.

M. L. P. Vous avez tout à fait raison. J'ai déjà envoyé une note de ce sens au Conseil supérieur de la Guerre. Avec l'Italie nous ne pourrions jamais nous entendre: elle veut la lumière



et Noce c'est une des conditions qu'elle avait  
nécessaire posées pour sa neutralité. Mais avec  
l'Espagne on peut aboutir à un accord  
diplomatique.

M et P<sup>t</sup>

Je viens M<sup>me</sup> de faire demander  
à M le Ministre de la Marine quel jour  
lui conviendrait pour être entendu par  
le C<sup>m</sup>.

Il sera à votre disposition Vendredi prochain  
à 15<sup>h</sup>30.

Notre prochaine séance est donc fixée à cette  
date.

La séance est levée

Le Président



Séance des Vendredi 12 Juin 1928

Présidence de M. de Kerquezee  
Présents M. M. Ivery, Lannier, Jordan,  
Bergan, Riottaux, Martin Binacourt, de  
Lavignais, Fayon, Lémery, Mahieu  
Ternoux, Hennessy, Limer

Audition de M. Borel Munité de la  
Mairie.

La sténographie de cette audition est jointe  
au procès-verbal de la présente séance.

~~La séance~~ L'audition du Munité se  
pourra le Jeudi 18 Juin.

La séance est levée



43

Séance du Jeudi 18 Juin 1923

Présidence de M. de Ker guezec

Présents M. M. Fayon, Mahieu, Martin-Binachon, Hery, Giordano, Lamy, Limer, Le Hars, Fortin, Rivet, de Pommerehne, de Lavi-guais, Lervain, Hennequin, Lamy

Suite de l'audition de M. Borel Ministre de la Marine.

M. le Ministre est accompagné de M. l'amiral Salann chef d'état major et de M. Fleury directeur du service technique. La sténographie de cette audition est jointe au procès-verbal de la présente séance.

Après le départ du Ministre le 1<sup>er</sup> de la Marine décide de se joindre à la 1<sup>re</sup> de l'Armée, à la 1<sup>re</sup> des Affaires étrangères pour entendre M. le P. du Conseil sur les événements du Maroc.

Cette audition aura lieu à l'Armée le 24 Juin.

La séance est levée



Seance du Mercredi 24 Juin.

Présidence de M. de Kerquizec.

Présents : M. M. Sari, Lissier, Hery, De Pomereu, Limeray, Fayon, Brindeau, Servais, de Lavigeris.

m. l'pt

### Programme naval

nous avons aujourd'hui à prendre une décision sur le projet. Nous allons procéder à l'examen des articles. L'art 1<sup>er</sup> indique les unités à mettre en chantier au cours de l'année 1928.

Ces unités sont 1 croiseur de 10000 tonnes,

3 contre torpilleurs

4 torpilleurs

7 sous-marins de première classe (1500t)

2 sous-marins mouilleurs de mines

1 mouilleur de mines de surface

1 transport d'aviation.

M. Lissier a déposé deux amendements. Par le premier il demande à remplacer le croiseur dont le coût serait de 141 millions, par trois contre-torpilleurs (coût par unité de 41 millions) dont le coût total ne serait que de 123 millions.

M. Lissier

Je considère pour ma part que des torpilleurs et des sous-marins nous seront beaucoup plus utiles que des croiseurs. En temps de guerre, les croiseurs seraient obligés de rester au port car ils seraient beaucoup trop vulnérables aux attaques des sous-marins ennemis. Le chef d'état-major nous a bien dit ici qu'on étudiait la mise à l'abri des croiseurs contre les torpilles. Il nous a indiqué sans autre précision d'ailleurs que des expériences sur des canons étaient faites. Or les expériences faites



sur des caissons ne prouvent absolument rien  
attendu que ces caissons ne sauraient être dans  
la situation de la coque du croiseur à la mer.  
Ces expériences n'offrent aucune sûreté  
et c'est sur leur résultat qu'on va engager  
des millions. Il y aurait des expériences  
plus utiles à faire.

Je puis en outre savoir que les types de  
chaudière pour ce croiseur ne sont même pas  
arrêtés on ne sait encore si les feux sont horizon-  
taux ou verticaux et c'est de ces conditions qu'on  
nous demande l'autorisation de construire un  
croiseur qui s'a coûté 141 millions qui ne  
devra à rien en temps de guerre plus que nous  
manquons de sous-marins et de torpilleurs.

En outre si une nouvelle conférence de Washington  
se réunissait nous arriverais tout avantage à  
posséder un grand nombre de petites unités. On  
pourrait plus difficilement nous en réduire le  
nombre.

M. le P<sup>r</sup>

Vous avez jadis un grand amendement  
tendant à remplacer le transport d'aviation par  
des sous-marins de 1500 tonnes à 29 millions  
chaque,

M. Lurmer

Oui il procède du même esprit que le premier.  
Le transport d'aviation prévu au programme  
coûtera 110 millions, les quatre sous-marins par  
lesquels je le remplace coûtant au total 116 millions,  
mais comme mon premier amendement réalisait  
une économie de 18 millions, il y aura finalement  
encore 12 millions d'économie.

J'avoue ne pas comprendre l'utilisation du  
transport d'aviation. Est-ce un simple attirail



de réparation? Est-ce une base de ravitaillement?  
Pourquoi n'aurions nous pas de ces ateliers  
et de ces bases dans nos colonies? Un grand  
cargo suffirait pour transporter les avions ou  
les hydravions. Est-ce pour accompagner l'escadre?  
D'abord l'escadre sortira-t-elle? Que fera-t-il  
avec ses 19 navires entre les 30 et 32 navires des  
croiseurs. Et puis à quoi servira-t-il seuls.  
Si nous en avions une dizaine je comprendrais  
on pourrait semer les mers de nids d'aviation  
Je ne dis pas qu'utilisés en grand nombre les  
transports d'aviation ne pourraient pas rendre  
des services. Mais c'est un modèle à étudier  
pour procéder à cette étude au lieu de  
construire de toutes pièces une unité nouvelle  
on pourrait acheter un paquebot et faire  
avec lui des essais dont on profiterait  
Je vois que vos amendements ont la sagesse  
même.

M. Fayon.

Je ne partage pas l'opinion de M. Lissier en ce  
qui concerne le croiseur. M. Lissier invoque  
une conférence future de Washington pour nous  
demander de construire le plus de sous-marins  
possible avant que celle-ci ne se réunisse. Croit-  
il que les américains et les Anglais voient  
nos croiseurs d'un meilleur œil que nos sous-  
marins?

M. Lissier donne encore comme raison que  
le type des lanceurs de ce croiseur n'est pas encore  
arrêté: c'est possible mais cela m'étonnerait car  
il est conçu sur le même type que le Duquesne.  
Il invoque également ce fait que ce croiseur  
ne serait pas suffisamment protégé contre



62  
les torpilles et les mines. Contre les mines aucun navire n'est protégé quant aux torpilles elles sont dangereuses pour tous les navires de surface. Il est indispensable que nous ayons des croiseurs justement pour soutenir nos flottilles.

M. Lissier veut remplacer le croiseur par trois contre-torpilleurs : vous n'ignorez pas qu'à la Chambre une certaine opposition s'est manifestée contre ces contre-torpilleurs que certains estiment inutiles.

Pour le transport d'aviation je reconnais que la question est plus discutable.

Le transport est destiné à porter 20 avions hydravion qui il pourra mettre à la mer et relever. Pour qu'on en demande M. Lissier. Parce qu'il faut un commencement à tout et qu'il serait dangereux de construire un vaisseau d'un type qui n'aurait pas expérimenté. Il ne servira à rien dit M. Lissier. Je n'en suis pas de cet avis. Pour protéger nos colonies il est utile de pouvoir transporter sur le point menacé un nombre important d'hydravions qui auront ainsi avec eux leur ravitaillement et un atelier de réparations.

Enfin il est une raison qui doit nous engager à voter le projet tel qu'il nous vient de la Chambre si nous le modifions. L'autre assemblée ne pourra statuer à nouveau avant la répartition occupée qu'elle sera par le budget et les projets financiers. Ce serait un retard de six mois non seulement les assemblées risqueraient de s'arrêter, mais qui peut prévoir ce qui se passera. Ici six mois au point de <sup>vue</sup> financier.



M. Lissier

Il vaut mieux avoir ces unités que rien du tout.  
Je n'ai pas dit que le porte-avions était inutile  
j'ai dit qu'il n'était pas urgent. Les Anglais et  
les Américains veulent surtout la suppression  
du  $\delta$  marin, constructions en le plus possible avant  
qu'ils ne tentent d'en restreindre la construction.  
Quant au retard qu'éprouverait le projet de loi,  
le Ministère n'a guère l'air de s'en soucier.

M. Lémery

Il y a deux choses dans les observations de M.  
Lissier : le croiseur tout d'abord. Il affirme que les  
études n'en sont pas terminées que notamment  
on hésite sur les caractéristiques des chaudières.  
S'il est en fait que les plans ne sont pas prêts  
il ne faut pas voter sa mise en chantier.

Je voudrais également être rassuré en ce qui concerne  
le système de protection. Je ne crois pas qu'il en  
soit de complètement efficace mais je voudrais  
être certain que sur ce point le nouveau croiseur  
constituera un progrès sur ce qui est fait dans  
les marines étrangères. C'est ce que nous a dit  
le chef d'état-major général mais ceci demande  
confirmation.

Comme notre Président, je suis un fervent défenseur  
des sous-marins mais je reste tout à fait partisan  
de la construction de croiseurs : le sous-marin est  
une arme il ne constitue pas à lui seul une  
armée : on ne peut tout lui sacrifier.

M. Servain

Comment n'a-t-on pas étudié les chaudières  
avant de nous demander la mise en chantier  
des croiseurs.

M. Faÿen

Elles ont dû être étudiées : le croiseur dont on nous  
demande la mise en chantier est absolument  
semblable aux autres croiseurs de 10000 tonnes.



49

que nous avons précédemment voté: ses chaudières  
doivent être identiques.

M. Lissier

Je crois qu'on les a modifiées, en tous cas sa protection  
n'est pas assurée.

M. Lémery

Mais pourriez faire aufrance à notre Président  
et à notre rapporteur ils demanderont aux services  
compétents tous les renseignements que nous réclamons  
tant en ce qui concerne les chaudières qu'en ce qui  
a trait aux expériences faites pour la protection.

M. Lissier

On nous a parlé d'expériences faites sur des caisses  
les essais d'inflammation ne peuvent être faits utilement  
sur des caisses: avant la guerre on avait essayé  
l'effet des torpilles sur des caisses en bois et on  
avait déclaré à la suite de ces essais que les caisses  
étaient à l'abri des torpilles et qu'il ne pouvaient  
en subir d'avaries sérieuses. La guerre s'est chargée  
de démentir ces pronostics.

M. Lémery

Il faut poser le problème nettement: l'état-major  
a-t-il trouvé un moyen de protéger nos croiseurs?  
Si oui tant mieux. Si, pas plus que les étrangers  
ils n'ont trouvé ce moyen assurés nous que nos  
unités offrent au moins autant de sécurité que les  
unités étrangères de même nature. Je n'en demande  
pas plus.

M. Farjon

L'idée sur laquelle on travaille en ce moment est  
très intéressante: sera-t-elle au point pour le croiseur  
qu'on va mettre en chantier je l'ignore.

M. le Président

Je poserai au ministère les deux questions:  
chaudières et protection.

En ce qui concerne cette dernière, il est certain  
que l'inflammation aura toujours la victoire sur la  
caisse. Tout ce que nous devons eniger comme  
l'a dit M. Lémery est que nos navires ne soient point



inférieurs aux unités étrangères.

La Commission réserve l'adoption des croiseurs.

M. Linnier

On pourrait en même temps demander des détails sur le meilleur de mines de surface.

M. le Président

Je crois en effet que le modèle de ce navire n'a pas été très étudié. On a l'air d'aller ici par tâtonnement.

M. Fargon

La guerre navale est un peu l'obscurité.

M. le Président

Je crois cependant qu'elle est très claire et nous l'avons souvent définie ici-même. On sait maintenant parfaitement grâce aux travaux de l'amiral Docteur ce qui est la technique sous-marine; à ce point de vue, nous sommes très en avance sur l'Italie.

Il est un point sur lequel je me trouve d'accord avec M. Linnier c'est sur le transport d'aviation. A quels besoins répond-il? Je crois qu'il vaudrait mieux établir dans chacune de nos colonies un centre d'aviation et de ravitaillement. Nous avons entendu ici M. Long il nous a dit que ces colonies certaines tout au moins étaient disposées à contribuer à la défense. Les 110 millions que va coûter ce transport d'aviation seraient mieux utilisés à transporter dès le temps de paix des avions dans ces centres coloniaux. J'avoue que j'aimerais mieux à la place de ce transport d'aviation voir construire de nouveaux sous-marins.

M. Mahieu

Puisqu'on parle de sous-marins et d'aviation je signale à la Commission que la défense des côtes françaises est menacée. Il n'y a ni centre de ravitaillement pour les sous-marins, ni camps d'aviation préparés.

M. le Président

Vous avez raison. Cela tient à ce qu'au Ministère il n'y a pas d'homme de l'aviation.



Pendant la guerre on a mis à sa tête un officier  
fort estimable le commandant Laperouse, mais qui ne  
connaissait pas la matière : il le disait lui-même et  
avait même refusé ce poste qu'on lui a imposé : il a mis  
un an à apprendre ce que c'est que l'aviation. Dès qu'il  
a été au courant on l'a remplacé par un capitaine de  
vaisseau qui a eu aussi à faire sa éducation. Résultat  
les faillites que vous connaissez.

C'est seulement au mois d'octobre dernier qu'on s'est  
décidé à mettre à la tête de l'aviation un homme compétent  
le commandant de Laborde : aussi depuis nos amies en  
travaillent.

M. Mahieu Le porte-avions doit-il accompagner l'escadre ?  
M. le Président Je ne vois guère votre escadre sortant. En outre il  
me semble que les navires il ne pourrait la suivre.

M. Lemaire Si c'est pour accompagner l'escadre il doit suivre les navires  
si c'est pour porter des avions aux colonies, il est  
inutile.

Le programme naval est adopté en principe. Sont  
réservés le croiseur et le transport d'aviation

M. Mahieu Il faudra lors de la discussion demander quelle mesure  
on entend prendre pour la défense des côtes.

M. Lemaire Cette discussion prouve que la vieille conception :  
Mare et colonies était la juste. Actuellement  
Toutes les colonies ont le moyen d'entretien à leurs  
navires mises à leur disposition.

La commission se réunira la prochaine semaine au lundi  
29 juin.

Le Président



Séance du Lundi 29 Janvier Juin.

Présidence de M. Rivotteau Vice P.<sup>t</sup>

Présents : M. M. Fayon, Tenuer, Heig, Martin. Binadon  
Brindeau, Lissier

Suite de l'examen de la tranche du programme naval

M. Fayon. R.<sup>un</sup> nous avons demandé au Ministère les renseignements que M. Lissier avait désiré posséder :

En ce qui concerne les chaudières, celles-ci seront identiques à celles du Duquesne dont les plans en sont prêts.

M. Lissier Il avait été question d'autres chaudières, on y a renoncé.

M. Fayon En ce qui concerne la protection, nous avons été complètement satisfait. Les essais ont été faits à Gannes et les résultats ont été excellents.

Les routes à charbon et à munitions seront séparées par une couche d'air et une cloison isolante.

M. Lissier Il faut aussi s'assurer que les routes à munitions ont des appareils frigorifiques.

M. Fayon Ces appareils existent sur tous les navires un peu importants.

M. Fayon La Commission adopte la mise en chantier du croiseur. Il y avait également la question de transport d'aviation.

Ce transport est demandé par la Marine non pour transporter des avions légers mais de gros avions, des avions de bombardement destinés à certaines opérations sur les côtes ennemies. On avait songé à utiliser un navire de commerce qui on aurait acheté, mais la Marine a estimé qu'il valait mieux



construire un navire neuf aménagé pour recevoir  
 2 avions : le navire pourvu de catapultes pourrait  
 lancer les avions : il serait utile également pour  
 les recevoir

Enfin l'Etat-major a demandé que la brève de  
 ce navire porte-avions soit augmentée de façon qu'il  
 puisse accompagner une escadre de cuirassés  
Bretagne

M. Lissier : Avons-nous les avions ?

M. Fayon : Oui, on les prépare.

Nous avons aussi demandé au Ministre de la Marine  
 quelles étaient les intentions du Ministre des Finances  
 à l'égard de la Marine et de son budget.

Il nous a déclaré que le Ministre des Finances  
 lui demanderait la réduction d'unités sur la marine  
 prévue pour l'année 1926. Etant donné que les  
 projets pour le mouillage de mines et le transport d'aviation  
 ne sont pas prêts les crédits concernant seraient  
 reportés au budget de 1927.

M. Lissier

Je maintiens toutes les réserves que j'ai faites  
 à propos du transport d'aviation.

L'ensemble des projets de loi relatif à la mise  
 en chantier d'une nouvelle partie de la deuxième  
 tranche du programme naval est adopté.

Le Président



Séance du Mardi 22 décembre 1928

Présidence de M. de Kerquerel.

Présents M. M. Lemer, Kery, Lévain, Le Hars,  
Martin Brinac'hun, Fervox, Mahieu, Lincery  
Absents M. M. le comte de Blois et Bergon.

M. le Président

donne lecture au nom de M. Bergon <sup>de l'avis</sup> ~~du rapport~~  
sur le projet de loi tendant à abroger la disposi-  
tion de l'art 14 de la loi du 20 décembre 1920 qui  
interdit le cumul entre les pensions militaires de guerre  
de la loi du ~~30 décembre 1919~~ 31 mars 1919 et les  
pensions majorées sur la caisse des invalides de la  
marine et sur la caisse nationale de prévoyance  
au profit des marins français.

L'avis est adopté.

M. Fervox

donne lecture d'un avis sur le projet de loi  
adopté par la ~~Commission~~ <sup>Commission</sup> ~~relative~~ <sup>relative</sup> des  
dépenses portant modification à la loi du 4  
décembre 1913 réorganisant le crédit maritime  
mutuel.

L'avis est adopté.

M. Brinac'hun

donne lecture d'un avis sur le projet de loi  
adopté par la Chambre des députés tendant à modifier  
l'art 1<sup>er</sup> de la loi du 14 août 1924 relative aux  
pensions versées par la caisse des invalides de la  
marine.

L'avis est adopté.

Code du travail à bord des navires de  
commerce.

M. le Président

Le Gouvernement a déposé un projet de loi  
réglementant le travail à bord des navires



de commerce.

Le projet de loi a été renvoyé à la Commission de l'hygiène et du travail. Immédiatement j'ai écrit à M. le Président des Sénats pour lui demander que ce projet de loi fût renvoyé à toute Commission. La question a été portée devant la réunion des Présidents de Commission. La majorité s'est prononcée pour le maintien du projet à la Commission du Travail.

M. Rio

C'est la une décision tout à fait regrettable et nous devons me semble-t-il porter la question en appel devant le Sénat.

La marine marchande forme un tout complet autonome. Elle a sa législation propre, son droit propre, sa justice, son enseignement spécial, son code et son service du travail spécial.

Jamais les questions de travail se rapportant à la marine marchande n'ont été l'objet de la part du Ministère du Travail d'une étude quelconque.

En 1922 lorsque se discutèrent les questions de travail dans la marine marchande, le Ministre du Travail s'abstint volontairement d'assister à ces délibérations.

Si la Commission m'y autorise je porterai l'affaire devant le Sénat et je suis persuadé que, ainsi, mis au courant, vous donnera raison. M. Rio est mandata par la Commission pour prendre la parole en son nom et demander le renvoi à la Commission de la Marine du projet de loi relatif à la réglementation du travail à bord des navires de commerce.



M le Président

Le Gouvernement a déposé à la Chambre un projet de loi abrogeant la loi du 2<sup>4</sup> Août 1920 et modifiant la loi du 10 Juin 1896 relative à l'avancement des officiers de marine et des officiers des équipages de la flotte.

On me dit que cette loi va être adoptée sans débat par la Chambre.

Si elle ne l'était pas il faudrait sans doute voter comme nous le faisons tous les ans une loi provisoire organisant un régime provisoire or, comme chaque année, cette loi nous sera apportée au dernier moment. Je vous propose de désigner dès maintenant un rapporteur qui rapportera soit la loi provisoire soit la loi définitive dont je parlais tout à l'heure.

M. Lussier est désigné comme rapporteur de ces lois, soit que l'une ou l'autre soit déposée avant la clôture de la session.

M le Président

La Chambre a adopté hier une proposition de loi tendant à donner aux élèves de l'Ecole du service de santé de la Marine versés dans le service de la santé de la Marine une majoration d'ancienneté de grade sous rappel de solde lors de leur nomination au grade de médecin ou pharmacien de 3<sup>e</sup> classe de la Marine.

M. Fournier est désigné comme rapporteur



M. le Président

58

Budget de la Marine et de la Marine marchande

Comme chaque année je vous ai fait préparer un travail sur le vote des budgets de la Marine de guerre et de la Marine marchande.

Je vous prierais de bien vouloir désigner des membres de la Commission pour étudier ces budgets et nous faire les observations qu'ils jugeront utiles sur les décisions prises par la Chambre. Nous verrons ensuite s'il y a lieu de présenter ces observations en séance publique.

M. Martin-Bismachon est chargé de l'étude du budget de la Marine de guerre

M. Mahieu de l'étude de l'aéronautique maritime.

M. Rivé de l'étude du budget de la Marine marchande

M. Brindeau des questions se rapportant à l'aménagement et à l'entretien des ports.

M. le Président

Je crois qu'il y aura lieu de relever en séance publique un grand nombre d'erreurs qui se trouvent dans le rapport de M. Pate sur la marine de guerre

J'ai fait afficher dans le local de la Commission l'état des flottes françaises, italienne et espagnole en Méditerranée

Vous pourriez y constater que non seulement nous sommes en infériorité à l'égard de l'Espagne et de l'Italie réunies, mais de l'Italie seule et de l'état intérieur de l'Italie peut être pour nous une source d'inquiétude

M. Mussolini ne cache pas ses visées impérialistes sa situation n'est pas tout à fait aussi sûre qu'il pourrait paraître, les dernières mesures qu'il a prises sont d'un homme qui ne se sent pas



très solide. Ne peut-on craindre qu'il ne cherche à consolider sa situation par une guerre?

Et c'est le moment que M. Borel avait choisi pour ralentir le rythme de nos constructions!

M. Georges Leygues que lui a succédé a remis à peu près les choses en état mais pas complètement. C'est profondément regrettable.

M. Lissier

Et ce qui fut le plus inraisonnable, c'est que M. Borel faisait surtout porter le ralentissement sur la construction des sous-marins. Cette attitude coïncidant avec les suggestions américaines tendant à réduire les forces sous-marines des divers pays.

Sur ce point là il ne faut à aucun prix céder. La France doit ~~elle~~ garder les mains libres en ce qui concerne les sous-marins et l'aviation.

M. le Président

La décision de M. Borel fut un véritable coup d'état. Des ministres m'ont affirmé que le Conseil des ministres n'avait jamais été appelé à en délibérer. Ce qu'il y a de plus curieux c'est que ce projet de loi fut déposé juste au moment où des journalistes anglais étaient envoyés en France pour tâter l'opinion au sujet du désarmement naval. J'ai été interrogé par un de ces journalistes. J'ai répondu, en ma qualité de président de la C<sup>m</sup> de la Marine et je crois avoir été très interprété que jamais la France ne consentirait un désarmement à moins qu'il ne fût égal pour tout le monde: plus de désarmement proportionnel.

D'ailleurs quand M. Paul-Boncour est parti pour Genève je lui ai fait tenir la copie des délibérations de la C<sup>m</sup> sénatoriale sur le désarmement naval. Les documents m'a-t-il écrit



ont été les bienvenus et lui ont permis de résister à certaines suggestions.

Quant à l'exécution du programme naval, elle est régie en vertu d'une loi : il est incompréhensible qu'un ministre puisse faire des déclarations contraires à cette loi, tant que celle-ci n'est pas abrogée.

D'ailleurs au moment de la discussion du budget de la Marine mon intention est d'intervenir et d'amener le ministre à prendre l'engagement que de pareils événements ne se reproduiront plus.

M. Lissier

L'attitude de M. Borel a été particulièrement scandaleuse : vous vous souvenez en effet qu'il est venu vous prier de voter ces projets d'urgence, il a insisté pour que vous nous battiez et ces projets une fois votés il les abandonne sans donner de raisons valables. J'en ai jamais vu cela.

M. Hennessy

Pour avoir une marine adaptée à notre politique extérieure il nous faudrait dépenser beaucoup d'argent toutes nos brèves de programmes sont des enfantillages. Cependant il ne faut pas trop nous laisser affaiblir. La tendance est incontestablement au désarmement il ne faut pas que nous soyons surpris dans un état de pauvreté trop grand en unités navales : on en profiterait comme à Washington pour nous imposer des conditions peu brillantes pour ne pas dire plus.

M. Mathieu

Cette observation est d'autant plus juste que les Américains laissent entendre que s'ils viennent à Genève pour la conférence de désarmement, ils soulèveront en même temps que la question du désarmement terrestre celle du désarmement naval.

Il sera nécessaire de faire connaître publiquement notre sentiment au moment de la discussion du budget. Nous ne pouvons accepter d'être



à la mani des Italiens.

M. le Président Avant la discussion publique des budgets de la Marine, nous aurons ici un échange de vues et nous fixerons notre ligne de conduite.

M. Mahieu En ce qui concerne le budget des Travaux Publics et de la Marine marchande je me réserve de demander le relèvement des crédits d'extension et d'aménagement des ports. Nos ports ont besoin de dragages.

M. Rio Je soutiendrais cette manière de voir à la Commission des finances.

M. Brindeau J'aurai également des observations à présenter à ce sujet.

M. le P<sup>t</sup> Nous aurons, comme l'an dernier une discussion au sein de la Commission avant que les budgets ne viennent en séance publique.

~~La séance est levée~~

~~Le Président~~

M. Fournier est chargé de rapport concernant la proposition de loi tendant à donner aux élèves de l'Ecole du service de santé de la marine, versés dans le service de santé des troupes coloniales, une majoration d'ancienneté de grade, sans rappel de solde lors de leur nomination au grade de médecin ou pharmacien aide major des troupes coloniales.

M. le Président La prop<sup>os</sup> est de dispositions à-peu-près semblables à celles de la proposition sur laquelle M. Fournier vient de vous lire un rapport et qui concerne les élèves de l'Ecole du service de santé de la marine versés dans les services de la marine.

Nous pourrions donner dès maintenant à M. Fournier l'autorisation de déposer son rapport dès la rentrée de manière qu'il y



ait aujourd'hui entre les titulaires des clés de l'Église du  
service de sainte de la Marine. (Assentiment)  
La séance est levée

Le Président